

les cahiers

du développement social urbain

Manger mieux dans les quartiers :
les coopérations font recette



LABO
CITES

éditorial

Difficile de passer à côté : favoriser l'accès pour tous à une alimentation de qualité est le sujet qui monte. Alors qu'elles étaient l'affaire d'un cercle d'initiés (chercheurs et militants) il y a encore une dizaine d'années, les inégalités alimentaires font de plus en plus parler d'elles dans un contexte de crises multiples. Fruits des inégalités sociales, culturelles, économiques et territoriales, les inégalités alimentaires désignent l'inégal accès à l'alimentation, en particulier à une alimentation choisie et de qualité. Ces inégalités ont des répercussions sur l'état de santé de celles et ceux qui les subissent et participent, notamment, au phénomène d'exclusion sociale.

L'alimentation constitue une entrée privilégiée pour s'attaquer aux transitions environnementales et sociales, en particulier pour les acteurs de la politique de la ville comme a pu l'expliquer le réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV) dans une contribution de novembre 2021¹. Car au-delà du fait que l'alimentation est un puissant vecteur de lien social et de convivialité, le sujet cristallise des enjeux de divers ordres. On peut citer pêle-mêle et de manière non exhaustive : l'exposition aux pathologies chroniques liées à l'alimentation et plus globalement la santé des êtres vivants ; la production et la circulation des produits agricoles ; les rapports humains/nature...

La loi dite « climat et résilience » du 24 août 2021 a créé la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat². Cette dernière est très attendue (son délai de mise en place était initialement fixé au 1^{er} juillet 2023) en ce qu'elle déterminera « les orientations de la politique de l'alimentation durable, moins émettrice de gaz à effet de serre, respectueuse de la santé humaine, davantage protectrice de la biodiversité, favorisant la résilience des systèmes agricoles et des systèmes alimentaires territoriaux et garante de la souveraineté alimentaire ». Côté politique de la ville³, l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) a lancé en 2020 « Les Quartiers fertiles ». Ce programme fait la promotion d'une agriculture urbaine qui change durablement la vie des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et qui « permet de nourrir les villes en respectant des circuits courts tout en encourageant l'agriculture de qualité, de créer des emplois et donne accès à une alimentation plus saine »⁴. En 2021, l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) a initié une « Fabrique prospective » sur le sujet de l'accessibilité à une alimentation durable dans les QPV. Quant au niveau local, si certaines collectivités sont encore en questionnement sur leur rôle, pour d'autres il ne fait aucun doute qu'il leur incombe de prendre le sujet à bras le corps en soutenant les initiatives locales et en contribuant à mettre en place les stratégies alimentaires de territoires.

Manger mieux dans les quartiers

Avec l'expression « manger mieux dans les quartiers », nous entendons parler d'accès à une alimentation saine, durable, de qualité et en quantité suffisante pour les habitants des QPV. En effet, ils subissent de plein fouet les inégalités alimentaires et font face à une combinaison d'obstacles pour accéder à une alimentation de qualité. Il s'agit de freins de trois sortes : économique (revenu des ménages et prix des denrées alimentaires), culturels et symboliques (connaissances, valeurs, goûts, entourage) et physique (l'offre alimentaire à proximité immédiate est trop souvent limitée et de faible qualité et la mobilité vécue comme problématique)⁵.

...

Nous remercions
les membres du comité
d'orientation du présent
numéro :

Lorana Vincent,
coordinatrice nationale,
VRAC France

Sarah Mühleberger,
cheffe de projet PAT
à la Métropole de Lyon

Fanny Airale,
chargée de mission
développement local
et alimentation à
Saint-Étienne Métropole

Claire Lachâtre,
cheffe de projet lutte contre
la pauvreté et insertion
dans l'emploi auprès
de la commissaire à la
lutte contre la pauvreté,
préfecture de région
Auvergne-Rhône-Alpes

Éric Vivier,
coordinateur du
Groupement des épiceries
sociales en Auvergne-
Rhône-Alpes

Moïra Ango,
chargée de mission Projet
alimentaire territorial
du Grand Clermont

Le présent numéro s'inscrit dans la droite ligne du cycle de rencontres sur la transition alimentaire dans les QPV d'Auvergne-Rhône-Alpes, organisé en 2022 par Labo Cités, qui a mis en lumière une diversité de démarches innovantes de coopération interacteurs pour construire un système alimentaire durable incluant les quartiers. Il arrive également un an après un numéro consacré aux enjeux de transitions sociales et environnementales dans les quartiers⁶. Dans cet esprit, nous avons fait le choix, avec le comité d'orientation, d'aborder le sujet sous l'angle des enjeux liés à la transition vue comme un processus de changement et d'évolution des modes de consommation et de production.

Faire fleurir les coopérations

Dès lors que l'on glisse un orteil dans l'univers de la transition alimentaire, toutes les notions employées revêtent le qualificatif « alimentaire » : inégalité, justice, démocratie, marécage, paysage, environnement, précarité, insécurité, solidarité... Et que dire de l'expression « quartier comestible » qui a inspiré Anne Derenne pour l'illustration de la page 43 ? Au-delà du clin d'œil, il est nécessaire pour les professionnels de la politique de la ville de prendre connaissance des constats et de comprendre les enjeux des inégalités alimentaires, afin de se sentir légitimes à prendre leur place au sein de l'écosystème alimentaire durable. C'est l'objectif du présent numéro qui se structure en trois parties.

La première partie plante le décor des inégalités alimentaires, donne des clés de compréhension du fonctionnement du système alimentaire global, pour cerner ce qui se joue dans les quartiers en matière d'accès à une alimentation saine et durable. La deuxième partie questionne les acteurs qui font le choix de la coopération pour donner naissance à des initiatives pionnières en faveur de l'enjeu de « manger mieux dans les quartiers », et plus globalement pour avancer sur le chemin menant à un système alimentaire durable. Du reste, ici et là, les QPV sont perçus – du fait de leur taille, de leur situation au sein des villes, de leur histoire, des dynamiques sociales à l'œuvre, des opportunités directement liées aux programmes de renouvellement urbain ou aux dispositifs de la politique de la ville – comme de formidables terrains, propices à l'expérimentation de ce qui, demain, sera mis en place dans le reste de l'agglomération. La troisième partie s'intéresse plus précisément à la démocratie alimentaire et à la manière dont les habitants des quartiers peuvent conscientiser les injustices d'accès à une alimentation de qualité et reprendre la main sur leur alimentation.

Souhaitons que la lecture de ce numéro aux petits oignons vous donnera du grain à moudre.

Bonne dégustation ! ●

Marion Pollier

1. *Politique de la ville et transitions - Contribution des centres de ressources politique de la ville*, novembre 2021. Contribution à télécharger sur le site internet du RNCRPV, rubrique « Publications ».

2. La Snanc découle d'une proposition de la Convention citoyenne pour le climat constituée en octobre 2019.

3. Lire à ce sujet l'article p.16.

4. *Annnonce des 27 lauréats de la première tranche de l'appel à projets « Les Quartiers fertiles »*, ANRU, décembre 2020.

5. C. Brocard, M. Saujot, L. Brimont et S. Dubuisson-Quellier, *Pratiques alimentaires durables : un autre regard sur et avec les personnes modestes*, IDDRI, Décryptage n° 01/22.

6. *Crise environnementale et sociale : les quartiers populaires relèvent le défi*, Les cahiers du développement social urbain n° 77, 1^{er} semestre 2023.



sommaire

Manger mieux dans les quartiers : les coopérations font recette

éditorial , Marion Pollier	1
---	---

première partie

Les inégalités alimentaires dans les quartiers : constats et enjeux	5
Entrée (en matière), Clément Coulet et Mélanie Théodore	6
L'accès à l'alimentation pour les habitants des quartiers populaires, Muriel Salort	8
Une écologie de l'alimentation est-elle possible ? Nicolas Bricas	11
Perception, vécu et offre existante : considérer le paysage alimentaire pour réduire les inégalités d'accès à l'alimentation, Simon Vonthron	14
Quand les agences de l'État sensibilisent aux inégalités alimentaires, Nicolas Le Roux et Julie-Jane Thoreau	16
Éclairage sociologique des pratiques alimentaires durables, Charlie Brocard	18
La Madeleine des Vernes, un voyage culinaire au cœur d'un quartier givordin, Julie Romeuf	20

deuxième partie

Nourrir les coopérations	21
En finir avec les silos de l'action publique, Chrystèle Boivin, Cecile Cristia-Leroy et Jean-Didier Nauton	22
Un collectif d'enseignant-e-s pour réinventer l'éducation alimentaire, Noémie Clerc et Clémence Valfort	24
Des projets alimentaires territoriaux pour articuler politique agricole et politique de la ville, Paul Mazerand	26
Renouveler l'aide alimentaire : l'ambition de la dynamique coopérative de la Tournée des popotes, Violaine Colonna d'Istria et Clémence Rebourg	27
Dans la cuisine des collectivités, les quartiers populaires pimentent les stratégies alimentaires, Jérémie Camus et Stéphane Rodier	29
L'archipel productif stéphanois, fruit d'une collaboration élargie, Pierrick Marcon	31
L'alimentation durable à Fontbarlettes, tout le monde met la main à la pâte ! Matthieu Manchon et Coline Thébault	33

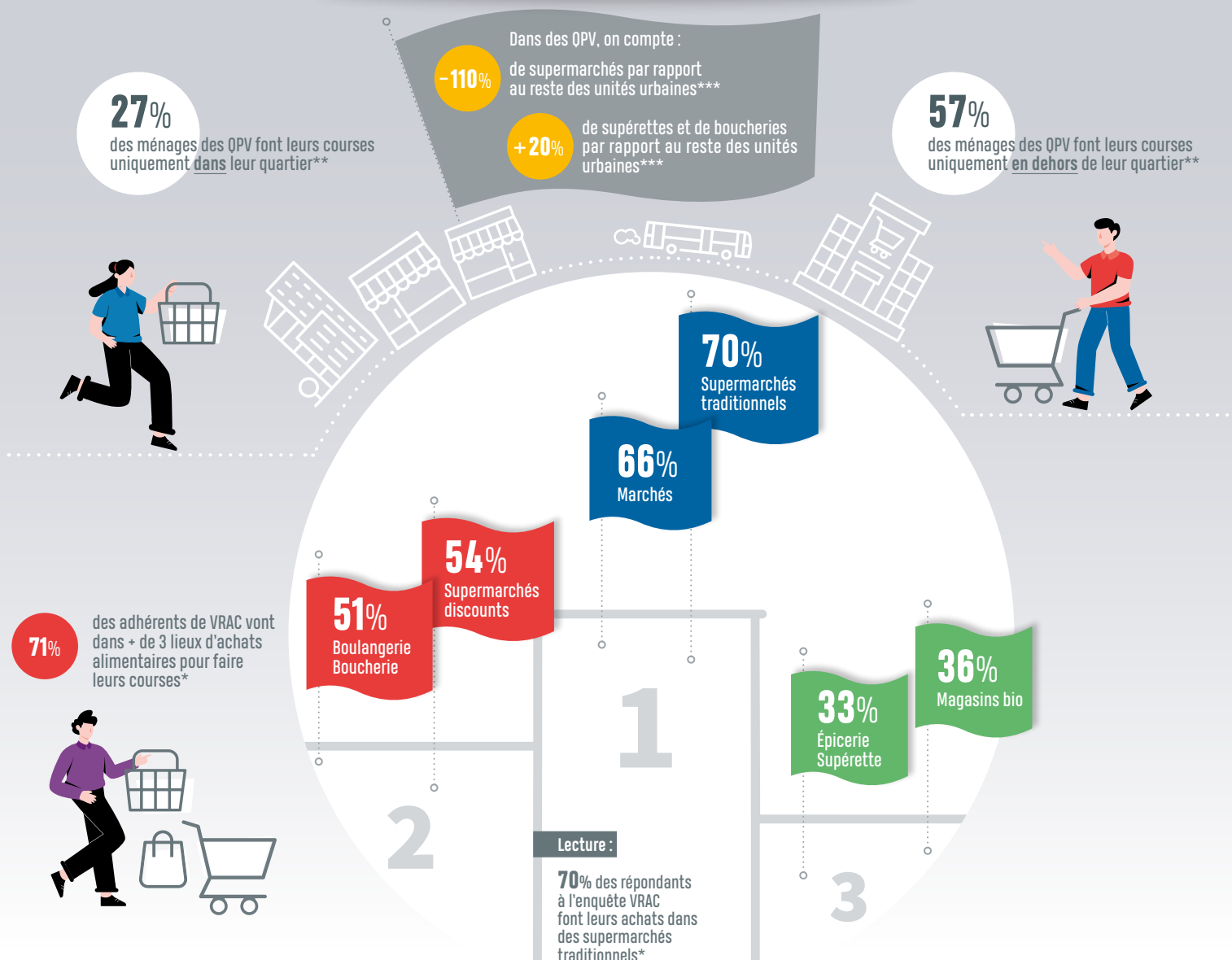
troisième partie

Démocratie alimentaire : les habitants autour de la table	35
Pour une Sécurité sociale de l'alimentation, le collectif SSA	36
À Saint-Étienne, l'émergence du droit à une alimentation choisie, le collectif Solidarité alimentaire	37
Démocratie alimentaire à la sauce grenobloise, Antoine Back	38
À Lyon 8 ^e , les habitants concoctent une caisse aux petits oignons, Loïc Rigaud et Léa Thévenot	39
Le Faitout, ustensile de la démocratie alimentaire, Marie-Amandine Vermillon	40
Faire rimer « alimentation saine et de qualité » avec « vie de quartier », Françoise Ancian et Camille Crini	42
Proximité, localité et accessibilité : les ingrédients d'une épicerie de quartier, Stéphane Prevost	44
Pouvoir bien et mieux manger : la justice alimentaire selon les centres sociaux, Laureline Gille et Fabrice Goût	45
bibliographie , Muriel Salort	47

L'accès à l'alimentation pour les habitants des quartiers populaires

Les habitants des quartiers en politique de la ville ne sont pas logés à la même enseigne que les autres citoyens en matière d'accès à une alimentation saine et durable. Où font-ils leurs achats alimentaires ? Ont-ils accès à une alimentation saine et de qualité ? Peuvent-ils manger ce qu'ils souhaitent et en quantité suffisante ? Quelle est l'incidence de la précarité alimentaire sur les modes de vie ? Labo Cités répond en images avec cette infographie.

Où les habitants des QPV font-ils leurs achats alimentaires ?



À retenir :

Comparés aux autres quartiers de l'agglomération, les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont sous-dotés en supermarchés. Toutefois, ils comptent davantage de supérettes, de petits commerces d'alimentation générale et de boucheries-charcuteries. Les grandes surfaces sont le principal lieu d'approvisionnement des habitants, aussi la majorité d'entre eux se déplacent en dehors de leur quartier pour faire leurs courses alimentaires.

L'enquête menée en 2023 par l'association VRAC, auprès de ses adhérents en quartiers populaires, porte sur leurs habitudes d'achat propres à l'alimentation et sur leurs attentes.

Sources :

* Enquête « L'accès à l'alimentation des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville », VRAC, 2023.

** Rapport Cour des comptes 2020 : « L'évaluation de l'attractivité des quartiers prioritaires. Une dimension majeure de la politique de la ville ».

*** CGET, *En bref* n°13, 2016.

**** Chiffres ONPV cités dans le rapport de la Fabrique prospective « Renforcer l'accès à une alimentation durable et de qualité pour tous dans le QPV », 2023.

Les habitants des QPV peuvent-ils bien manger ?

Les habitants de QPV interrogés par VRAC* déclarent :

Dans mon quartier, il manque* :

Des produits locaux **54%**

37% Des produits bio

Des produits frais **35%**

33% Des produits moins chers

12,7%

d'inflation sur les produits alimentaires entre juillet 2022 et juillet 2023, selon l'Insee

Je ne peux pas acheter tous les aliments que je désire car* :

Je suis limité(e) par mon budget **67%**

14% Je suis limité(e) pour me déplacer

Je manque de temps/ matériel pour cuisiner certains produits **11%**

Seuls **52%** des habitants des QPV consomment au moins une portion de fruits par jour

et **49%** une portion de légumes

Soit 6 et 11 points de moins que les habitants des autres quartiers des unités urbaines englobantes.****

Une consommation plus faible de fruits et légumes frais dans les QPV en raison d'une offre commerciale de ces produits insuffisante.

À retenir :

L'offre alimentaire dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ne garantit pas aux personnes qui y résident l'accès aux produits locaux, frais et à des prix abordables. Les freins liés à la mobilité auxquels font face nombre d'habitants de ces quartiers, additionnés à l'inflation, augmentent leurs difficultés à accéder à une alimentation saine.

Paroles d'habitant-e-s*

“ Pour bien manger, il faut bien s'organiser et faire la cuisine soi-même. On peut réussir à bien manger sans trop dépenser. Il faut aller voir les anciens pour leur demander des recettes.

“ Les prix augmentent à cause de l'inflation. L'alimentation est « l'élastique » entre ce que nous sommes obligés de dépenser : le logement, l'énergie, les charges...

“ Je rêve qu'il y ait des commerces accessibles physiquement.

“ C'est de plus en plus difficile pour les familles de manger 5 fruits et légumes. Le poisson, la viande, le lait ont augmenté.

“ Les enfants sont plus exposés à la malbouffe.

“ Les fruits et légumes sont boostés par les produits chimiques sur le marché.

“ On ne peut rien acheter. L'APL a été réduite. Je touche moins de 1 100 € par mois et je suis diabétique.

Ce que cache la précarité alimentaire

Cette infographie sur la précarité alimentaire et son cumul avec d'autres fragilités, établie à partir d'une enquête du Crédoc de 2023, apporte un autre regard sur le sujet. Même si l'enquête est nationale et qu'elle ne concerne pas uniquement les habitants des quartiers populaires, nous pouvons en tirer des enseignements à corréler avec les résultats des études exposés dans les pages précédentes.

Fin 2022, **16%**

des personnes interrogées déclarent ne pas avoir assez à manger

et **45%**

se priver des aliments qu'elles souhaiteraient manger

En cause :

la forte inflation sur les produits alimentaires

Les personnes à bas revenus sont :

27% à manger ce qu'elles souhaitent

31% à ne pas assez manger

42% à ne pas manger ce qu'elles désirent

Les classes moyennes inférieures sont :

31% à manger ce qu'elles souhaitent

13% à ne pas assez manger

55% à ne pas manger ce qu'elles désirent

Alimentation, logement, santé, isolement : le cumul des fragilités



34% des personnes qui ne mangent pas assez vivent dans un logement inadéquat ET s'imposent des restrictions sur les soins médicaux



52% des personnes manquant de nourriture s'imposent des restrictions sur les soins médicaux



34% des personnes manquant de nourriture vivent dans des logements inadéquats ou trop chers



26% des personnes manquant de nourriture ont peu d'interactions sociales et familiales

À retenir :

Les personnes en situation de précarité alimentaire cumulent souvent des fragilités dans d'autres domaines : le logement, l'isolement relationnel et la santé. Cela se traduit par des restrictions de leur part sur des soins médicaux, en raison de contraintes budgétaires. Leurs logements sont plus souvent surpeuplés ou associés à de lourdes dépenses ou encore inadéquats pour conserver de la nourriture ou cuisiner. Enfin, les personnes qui vivent la précarité alimentaire ne rencontrent pas de façon régulière leur famille proche et reçoivent moins d'une fois par mois des amis chez elles, en raison de leurs difficultés à se procurer à manger.

Un collectif d'enseignant-e-s pour réinventer l'éducation alimentaire

Le Réseau Marguerite, association loi 1901, accompagne les enseignant-e-s du secondaire dans leurs projets pédagogiques pour rendre les adolescent-e-s acteur.rice.s d'une agriculture et d'une alimentation plus justes, écologiques et solidaires sur leur territoire. Noémie Clerc et Clémence Valfort, coordinatrices de la structure qui intervient à l'échelle de la région Auvergne-Rhône-Alpes, reviennent sur son rôle majeur de mise en réseau pour tisser de la solidarité, faire collectif, encourager la créativité, se connecter au territoire et développer le pouvoir d'agir des enseignant-e-s.

Né en 2013 d'une collaboration entre Julie le Gall, enseignante chercheuse géographe, et Myriam Laval, enseignante en histoire-géographie au collège Elsa Triolet à Vénissieux, le Réseau Marguerite propose aux enseignant-e-s une méthodologie innovante pour monter un « projet Marguerite ». Ces projets pédagogiques sont tous singuliers et adaptés aux envies des enseignant-e-s, mais ils reposent sur une méthodologie commune. D'une part les projets visent à faire du lien entre les programmes scolaires, en mobilisant différentes disciplines : sciences, histoire-géographie, éducation civique, mathématiques... afin de donner plus de sens aux enseignements, et proposer une approche systémique de l'alimentation du champ à l'assiette. D'autre part, ils partent du vécu des adolescents et de leurs savoirs initiaux pour favoriser leur implication et leur autonomisation. Enfin, les projets sont contextualisés et ouverts sur le territoire de l'établissement, faisant se questionner les élèves sur l'alimentation dans leur collège, leur quartier ou leur ville.

Coopérations et lien au territoire au cœur des projets Marguerite

Pour imaginer ces projets, le Réseau Marguerite accompagne individuellement et collectivement les enseignant-e-s, et participe à la mise en lien avec les structures du territoire. Ces coopérations enri-

chissent et rendent concrets les projets Marguerite. De ce fait, ils facilitent la collaboration :

- entre enseignant-e-s de disciplines différentes, ce qui permet de sortir du cloisonnement des programmes scolaires et d'explorer d'autres thématiques, et entre enseignant-e-s de différents établissements pour partager leur expérience et développer leur créativité ;
- avec des acteur.rice.s du territoire, que ce soit les producteur.rice.s/les maraîcher-ère.s sur les marchés, les agriculteur.rice.s les plus proches ou encore les associations locales... Autant de partenaires qui enrichissent les projets et rendent concrets les apprentissages par la rencontre et la pratique ;
- avec la recherche et les associations expertes : lors des journées de regroupement, temps de rencontre et de formation entre enseignant-e-s organisés par le Réseau Marguerite, les projets expérimentaux et séances pédagogiques créés permettent d'explorer de nouvelles thématiques et d'enrichir les pratiques enseignantes.

Diverses dynamiques de coopération sont ainsi au cœur de la méthodologie des projets Marguerite et participent à une approche innovante de l'éducation alimentaire, à la fois pour les élèves et les enseignant-e-s.

Selffood

C'est avec l'envie d'ouvrir le projet au-delà de la salle de classe que Florence, professeure des écoles spécialisée, mène depuis 2022 un projet Marguerite avec

une classe de 6^e SEGPA au collège Longchambon, situé dans le quartier prioritaire États-Unis/Langlet-Santy dans le 8^e arrondissement de Lyon. Dans ce cadre, elle souhaite valoriser les élèves, faciliter le lien avec les familles et parler d'alimentation sans culpabilité.

Au démarrage, les élèves réalisent un *selffood*. Il s'agit d'une photo d'un autoportrait alimentaire, d'un repas important pour eux (repas de famille, de fête). Puis, ils rédigent avec leur famille la recette associée. À partir de ces *selffoods*, les élèves identifient les pays d'où sont issues les recettes et découvrent leur culture. Ils se rendent ensuite sur un marché proche du collège, et interrogent un·e producteur·rice et un·e revendeur·se sur la provenance des fruits et légumes, les prix, les différents circuits de vente. Dans la continuité de cette sortie, le Réseau AMAP AuRA intervient au sein de la classe pour aborder les enjeux de circuits de commercialisation à travers le cas concret du yaourt. Le collège se situant proche de la Maison engagée et solidaire de l'alimentation (MESA), les élèves, accompagné·e·s de leurs parents, rencontrent les associations VRAC et Récup & Gamelles lors d'un atelier anti-gaspillage. Pour finir, le métier d'agriculteur·rice est étudié en classe à travers des vidéos et des témoignages, soulevant notamment la question des modèles agricoles.

FoodTransect

Autre collège, autre projet. En 2023, les élèves écodélégué·e·s du collège Rosset en proximité du quartier politique de la ville Cités sociales-Gerland, dans le 7^e arrondissement de Lyon, sont partis à la découverte de leur territoire en menant un projet de FoodTransect. Cette méthode de recherche participative consiste en l'organisation et la réalisation d'une balade sensible autour de l'alimentation et de l'agriculture afin d'engager le dialogue sur la transition alimentaire envisageable dans le quartier. Elle a été adaptée au public collégien par le Réseau Marguerite en étroite collaboration avec Caroline Brand, enseignante chercheure géographe à l'ISARA, les associations Robins des Villes et Bellebouffe, des enseignant·e·s du collège Barbusse de Vaulx-en-Velin et la cheffe du PAT de la Métropole de Lyon.

Les FoodTransect se déroulent sur quatre séances qui s'enchaînent comme suit : identification des lieux en lien avec l'agriculture et l'alimentation, dans un périmètre défini autour du collège ; balade entre ces lieux, en observant, sentant, et en interviewant

habitant·e·s et commerçant·e·s ; création d'une fresque pour retranscrire ce qui a été observé et ressenti, et en tirer des constats ; travail autour de solutions et idées pour améliorer et résoudre les problématiques identifiées. À la suite de ce travail, les élèves ont visité le Faitout, tiers-lieu de l'alimentation à Oullins¹, et interrogé les associations qui gèrent le lieu et agissent pour plus de justice sociale et alimentaire.

Trois autres collèges ont mené ce projet, et un outil facilitant la création de FoodTransect pour ce public est en cours de rédaction.

Éducation, sensibilisation, citoyenneté

Pour le territoire, ces projets pédagogiques montrent la place que peuvent prendre les enseignant·e·s et les élèves dans les enjeux liés aux transitions sociale et environnementale. Ils participent aussi de fait à la formation des futur·e·s citoyen·ne·s pour une société plus juste et inclusive.

Depuis un an, un travail est mené autour de l'intégration des enjeux de justice alimentaire dans les projets Marguerite. En effet, l'éducation à l'alimentation à l'école reste majoritairement nutritionnelle et les enseignements sont bien souvent en inadéquation avec les environnements alimentaires des élèves. Or, la rupture peut être forte, et mal vécue, entre les normes du « bien manger » et la réalité de l'alimentation des familles, notamment dans des zones urbaines défavorisées où les freins à une alimentation choisie et de qualité sont plus nombreux. Le Réseau Marguerite souhaite faciliter l'approche de ces questions complexes et sensibles et porte une démarche exploratoire en collaboration avec les enseignant·e·s et des expert·e·s de ces questions (Bellebouffe, Territoire à VivreS, Caravalim...) participant ainsi à ré-inventer l'éducation alimentaire. ●

Noémie Clerc et Clémence Valfort

1. Cf. article p.40.



Proximité, localité et accessibilité, les ingrédients d'une épicerie de quartier

Développer l'accès à une alimentation de qualité pour les habitant-e-s touché-e-s par la hausse de la précarité alimentaire en installant une épicerie solidaire au cœur d'un quartier prioritaire de la politique de la ville, c'est la réponse du réseau associatif d'Albertville. Stéphane Prevost, responsable du Panier de Thérèse revient sur la genèse et l'évolution de ce commerce de proximité appelé par le conseil citoyen.

Il y a quelques années, le conseil citoyen d'Albertville exprime la nécessité d'implanter du commerce de proximité dans le quartier du Val des Roses. Rapidement, quatre associations venant en aide aux personnes en difficulté (financière, alimentaire...) se saisissent du projet : le CAPS d'Albertville (Comité d'action précarité solidarité), la Confédération syndicale des familles, Vivre au Val des Roses et la Cantine solidaire. Afin de tenter de répondre à la précarité alimentaire croissante, le projet passe rapidement d'une épicerie de quartier à une épicerie sociale et solidaire. Le Panier de Thérèse ouvre finalement ses portes en novembre 2022.

Outre le responsable, l'équipe est composée de six salarié-e-s en insertion, sans oublier une dizaine de bénévoles.

Le Panier de Thérèse est une épicerie solidaire en mixité, c'est-à-dire qu'elle propose une double tarification : l'épicerie est ouverte à tou-te-s, mais tou-te-s ne paient pas le même prix. Il y a le tarif « bénéficiaire », pour les personnes ayant un reste à vivre (ressources moins charges) compris entre 160 et 360 € mensuels, et le tarif « solidaire » pour les autres client-e-s.

Si le but premier de l'épicerie est d'aider les personnes en situation de précarité, il s'agit aussi de proposer un modèle différent de celui de la distribution dite « classique ». Le Panier de Thérèse oscille entre qualité et accessibilité ; son ambition est d'offrir une alimentation de qualité et la plus locale possible, tout en restant accessible à tou-te-s. L'approvisionnement est vaste, allant de la banque alimentaire aux producteur-riche-s locaux-les (fruits et légumes, fromages, œufs, pain...) en passant par des plateformes : traditionnelle (Métro), anti-gaspillage (Atypique), associative (Revivre)...

Une importante fréquentation de l'épicerie : bonne ou mauvaise nouvelle ?

Après un an et demi de fonctionnement, il est possible d'établir plusieurs constats. Le premier est positif au vu de l'importante fréquentation de l'épicerie. Le fait de pouvoir acheter donne aux bénéficiaires le sentiment de « retrouver de la dignité ». De plus, si au début les bénéficiaires privilégiaient les produits les moins chers, au fur et à mesure ils et elles s'autorisent de plus en plus des « *petits plaisirs* » comme le fromage d'un-e producteur-riche local-e ou une tablette de chocolat bio, par exemple.

Le second est plus contrasté. En effet, il y a actuellement environ 180 familles bénéficiaires, ce qui représente 415 personnes, là où les partenaires s'attendaient à accueillir 75 familles. Si cela conforte la nécessité de l'épicerie dans le quartier, « *le fait qu'il y ait autant de personnes en précarité n'est pas forcément bon signe* ».

Finalement, la mixité sociale reste l'objectif premier de l'épicerie. Maintenant que celle-ci est lancée, l'équipe s'attelle à créer des animations collectives comme des ateliers ouverts à tou-te-s : cuisine, anti-gaspi, accès aux droits, culture... Toujours dans la volonté de s'inscrire dans le quartier, des liens se créent entre les multiples acteurs et actrices qui le traversent. Comme le Dôme Théâtre qui organise des petites représentations dans les locaux de l'épicerie ou l'Association pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) qui y effectue sa distribution hebdomadaire. ●

Propos recueillis par Diane Prévot

bibliographie

Pour aller plus loin...

Les ressources recensées dans ces pages sont consultables à Labo Cités ou téléchargeables ↓ depuis notre base de données documentaire : <http://cosoter-ressources.info>

Le paysage des inégalités alimentaires

Comment renforcer l'accessibilité à une alimentation durable et de qualité pour tous dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ?

Agence nationale de la cohésion des territoires, 2023, 50 p.

Après avoir détaillé les enjeux de l'accessibilité à une alimentation durable et de qualité pour tous dans les QPV, cette publication présente une série d'actions qui ont été mises en œuvre dans ces quartiers.

Concertation et diagnostic. L'accès à l'alimentation des habitant-es des quartiers prioritaires de la politique de la ville

VRAC - Vers un réseau d'achat en commun, 2023, 8 p.

Cette enquête, menée notamment sur les territoires de Lyon, de Valence et Loriol-sur-Drôme, porte sur les habitudes d'achats alimentaires et les attentes des adhérent-e.s de VRAC, habitant dans des QPV.

Des quartiers en transition. Entre transition agro-écologique et évolution des modes de

consommation, accompagner les quartiers prioritaires vers l'alimentation durable

IREV, juin 2021, 27 p.

Cette synthèse revient sur les sujets abordés lors d'une rencontre organisée par le centre de ressources politique de la ville des Hauts-de-France : la transition alimentaire dans les quartiers sous le prisme de l'agriculture de demain, l'évolution des modes de consommation vers l'alimentation durable, ainsi que les enjeux de santé induits.

Nicolas Bricas, Damien Conaré et Marie Walser

Une écologie de l'alimentation

Éditions Quae, 2021, 312 p.

Entre essai d'experts et récit illustré d'exemples tirés des quatre coins du monde, cet ouvrage traite des questions de l'alimentation durable dans toutes ses dimensions.

Bien manger dans les quartiers populaires. La malbouffe est-elle l'apanage des zones défavorisées ?

L'Agence des quartiers.

Au fil des quartiers n° 6, 23 décembre 2020, 44 p.

Ce numéro valorise des actions inspirantes pour que les habitants des quartiers populaires accèdent à une alimentation saine et à moindre coût et déconstruisent les idées reçues autour de la malbouffe dans ces territoires.

Des acteurs et des actions au service de la transition alimentaire

Vers un système alimentaire durable : de la fourche à la fourchette

Coordination nationale des conseils de développement, 2023, 48 p.

Ce document présente les réflexions et préconisations des membres du groupe de travail « alimentation et agriculture » en matière de transition agricole et alimentaire. Il met en lumière les enjeux majeurs auxquels sont confrontées des intercommunalités, tout en soulignant des outils et actions locales inspirantes comme l'expérimentation d'une Sécurité sociale alimentaire dans le cadre du projet alimentaire interterritorial de la région grenobloise.

« Une place à table ». Le guide pédagogique pour la co-construction de tiers-lieux de solidarité et de transition alimentaire

Léris, 2022, 36 p.

Issu de la recherche-action coopérative « L'alimentation des personnes en situation de précarité : de l'assignation à l'émancipation ? », ce guide vise à soutenir le déploiement de dynamiques coopératives à visée démocratique.

...

- ... Il présente les conditions, les étapes importantes et des outils pour que des tiers-lieux émergent comme de réelles actions collectives et politiques.

Alimentation durable et économie sociale et solidaire : les liaisons fertiles

Fondation Daniel et Nina Carasso, 2020, 35 p.

Cette étude décrypte les nouveaux modes d'action pour une alimentation durable et les croisements entre ESS et alimentation durable. Elle met à disposition des porteurs de projets des informations pratiques sur les dispositifs d'accompagnement et les financements de l'ESS, sur les nouvelles formes de financement, le mécénat, etc.

Agir contre la précarité alimentaire en favorisant l'accès de tou-te-s à une alimentation de qualité

Le Labo de l'ESS, octobre 2020, 76 p.

Cette étude réaffirme la nécessité de placer l'accès à une alimentation de qualité au cœur de la lutte contre la précarité alimentaire. S'appuyant sur l'analyse d'initiatives territoriales variées et de multiples travaux, elle propose des pistes de réflexion pour construire une véritable action systémique allant dans ce sens.

La lutte contre la précarité alimentaire. Évolution du soutien public à une politique sociale, agricole et de santé publique

Rapport de l'IGAS, 2019, 42 p.

Ce rapport recommande de simplifier l'intervention des fonds européens d'aide aux plus démunis et de déployer une politique interministérielle de lutte contre la précarité alimentaire, en soutenant financièrement les initiatives des acteurs locaux.

Alimentation et territoires : comment garantir localement une alimentation de qualité et accessible à tous ? Dossier ressources

Fabrique Territoires Santé, 2018, 73 p.

Ce dossier ressources propose un état des lieux et présente une trentaine d'actions locales inspirantes sur les thématiques suivantes : l'aide alimentaire, la restauration collective, l'animation de jardins collectifs, l'organisation de circuits courts et de modes de distribution directs, le soutien à l'agriculture locale...

Participation citoyenne et démocratie alimentaire

Les Greniers d'Abondance

Qui veille au grain ? Sécurité alimentaire : une affaire d'État

Éditions Yves Michel, 2022, 96 p.

Ce rapport synthétise les enjeux auxquels se trouve confronté le système alimentaire français et montre les défaillances et vulnérabilités de notre modèle agro-industriel. Il propose des mesures pour transformer en profondeur ce système : la création d'une Sécurité sociale de l'alimentation, la généralisation des communs nourriciers et la réforme des politiques agricoles et commerciales de l'Europe.

Charlie Brocard, Mathieu Saujot,
Laura Brimont et Sophie Dubuisson-
Quellier

Pratiques alimentaires durables : un autre regard sur et avec les personnes modestes

IDDRI, Décryptage n° 1, février 2022, 7 p.

Cet article qualifie les comportements alimentaires et aspirations des personnes

modestes, et ainsi caractérise leur participation à la transition vers une alimentation durable. Il identifie aussi les conditions d'une véritable coconstruction des paradigmes alimentaires durables, dans une perspective de justice alimentaire.

Mathieu Dalmais et Louise Seconda

Encore des patates !? Pour une Sécurité sociale de l'alimentation

ISF-Agrista, 2022, 72 p.

Cette bande dessinée présente les enjeux et les bases du projet de Sécurité sociale de l'alimentation. Comment faire démocratie, quel modèle de financement proposer, comment construire un rapport de force pour renverser le complexe agro-industriel ?

L'alimentation à la croisée des champs de l'action publique et de la vie associative

INJEP, Les Cahiers de l'action n° 58, avril 2022, 92 p.

Cette revue explicite les évolutions de l'action publique notamment sur le sujet de la participation citoyenne et les dynamiques associatives autour des enjeux alimentaires, avec pour exemple les projets alimentaires territoriaux.

Muriel Salort

Le centre de ressources Labo Cités

est un espace d'informations, d'échanges et de qualification pour les acteurs de la politique de la ville intervenant en Auvergne-Rhône-Alpes : professionnels, élus, institutionnels, partenaires locaux, réseaux associatifs, chercheurs, formateurs, conseillers citoyens...

Nos missions

Contribuer à l'animation de réseaux d'acteurs

- Des groupes de travail
 - thématiques
 - fonctionnels
 - territoriaux
- Des séminaires
- Des conférences
- Des ateliers d'échanges d'expériences

Accompagner la montée en compétences des acteurs

- Des espaces de travail collectifs
 - cycles de qualification
 - journées régionales
 - sessions de formation
- Le service « questions/réponses »
grâce auquel nous répondons à vos demandes individuelles

Capitaliser et diffuser la connaissance et les expériences

- Des publications
 - *les cahiers du développement social urbain*
 - *les Échos* de Labo Cités
 - lettres d'informations
- Des vidéos
- Le centre de documentation et sa base en ligne cosoter-ressources.info
- Des revues de presse en ligne www.scoop.it
- Les réseaux sociaux X, Facebook et LinkedIn

4 raisons pour adhérer à Labo Cités ?

Barème des adhésions

Consultez le site :
www.labo-cites.org

- 1 Soutenir le développement de l'association et marquer son attachement aux enjeux du développement solidaire de nos villes
- 2 Bénéficier des services, du savoir-faire de Labo Cités :
 - Réception gratuite de la revue semestrielle *les cahiers du développement social urbain*
 - Accès à tous *les cahiers du développement social urbain* en version numérique
 - Espace adhérent du site internet
 - Accès prioritaire aux journées et à des tarifs préférentiels
 - Service documentaire à votre disposition, avec le prêt d'ouvrages et la sélection documentaire mensuelle
 - Accès à la fonction de conseil et de mise en relation avec des personnes ressources, en appui à vos projets locaux
- 3 Profiter du potentiel du réseau de Labo Cités, pour faciliter vos contacts et échanges entre acteurs
- 4 Participer à la définition des orientations de l'association : vous êtes un relais privilégié pour ajuster nos propositions

**Faites l'acquisition
des cahiers du
développement social
urbain**

**Abonnement pour un an,
soit 2 numéros :
35 € (frais de port compris)**

**Prix au numéro :
20 € (frais de port compris)**

Pour tout renseignement :
secretariat@labo-cites.org

**Retrouvez les
articles des cahiers du
développement social
urbain**

www.cairn.info

**LABO
CITES**

centre de ressources
politique de la ville
Auvergne-Rhône-Alpes

4 rue de Narvik, 69008 Lyon - Tél. 04 78 77 01 43

Mail : secretariat@labo-cites.org - Site Internet : www.labo-cites.org